

Débat public et nanotechnologies : quand le journaliste s'invite pour reprendre du pouvoir au sein de « l'espace public autonome »

Bertrand CABEDOCHÉ

Professeur en sciences
de l'information
et de la communication
Gresec, Université Stendhal
Grenoble 3
bertrand.cabedoche@u-grenoble3.fr

De manière générale, l'analyse des expériences participatives stimulées par l'exigence croissante de débat public au sein des sociétés contemporaines occidentales privilégie le rapport à la décision politique. Elle conduit souvent à juger de la pertinence de dispositifs en référence à un modèle idéal de processus argumentatif, et réduit malheureusement l'observation au recensement des pratiques de conditions de participation (ou de non-participation) au débat institutionnalisé. De façon beaucoup plus pertinente, certains travaux proposent désormais de déborder le seul cadre des débats publics afin d'élargir le questionnement au rapport que de tels dispositifs entretiennent avec la société civile. La proposition invite à ne pas restreindre la focalisation à la *procédure participative* pour atteindre le *processus participatif* dans son ensemble. Ainsi s'agit-il d'élargir le questionnement au rapport que ces expérimentations entretiennent avec la société civile tout entière : ces dispositifs de concertation sont en effet susceptibles de créer de nouvelles fractures, ou au contraire d'intégrer des points de vue civiques développés en dehors, c'est-à-dire au sein de l'« *espace public autonome*¹ », notion susceptible d'élargir le concept d'espace public, développé par Jürgen Habermas.

Ce positionnement théorique nous paraît intéressant, s'agissant d'analyser le jeu des acteurs, au premier rang desquels celui de l'acteur médiatique. Effectivement, le journaliste est susceptible de se présenter en tant qu'élément endogène du dispositif, grâce à sa désignation attendue comme médiateur potentiel et animateur naturel du débat public². Mais il doit aussi être retenu en tant que révélateur de la dynamique provoquée au-delà du processus participatif initié par la seule mise en place de débats hors médias, à partir de son positionnement de co-producteur d'informations. La proposition se justifie, qu'il s'agisse d'analyser sa production (l'information médiatique comme résultat de toute une série de négociations³ entre instances multiples et combatives⁴) ou qu'il s'agisse de considérer son rôle (le journaliste en tant qu'acteur social, conforté ou déstabilisé avec l'irruption du dispositif dans son rapport de force vis-à-vis des autres acteurs et invité de ce fait à reconstruire ce rapport, ou à le stabiliser). En dépassant la seule analyse des paroles et contenus libérés au sein du débat public, et en relisant ce dernier à l'aune des positionnements stratégiques des acteurs, au sein et en dehors des dispositifs imaginés, l'inscription théorique oblige à aborder la question de l'articulation entre un cadre discursif institutionnalisé et l'espace public autonome.

Ce cadre s'est progressivement imposé lorsqu'à partir de l'animation de débats publics relatifs aux nanotechnologies mis en place tout au long de l'année 2006 à titre expérimental à Grenoble, nous avons été sollicités pour analyser la place et les repositionnements des acteurs, dont le journaliste local⁵.

Le journaliste, médiateur écarté du dispositif de débat public ?

Octobre 2005, le rapport final commandé par la *Métro*, actuel politique majeur de la métropole iséroise, avait assigné une mission supplémentaire au projet nanotechnologique grenoblois – lequel venait d'être désigné le 12 juillet 2005 par les services du Premier ministre en tant que l'un des six pôles de compétitivité mondiaux : il lui fallait aider à combler le déficit de débat public que la France présentait par rapport à certains de ses voisins. Sans le dire expressément, l'analyse renvoyait à la notion d'*espace public*, tel que définie par Habermas comme « *la sphère des personnes privées rassemblées en un public* », et entendue comme une revendication d'un espace directement contre le pouvoir lui-même, bien que réglementé par l'Autorité, « *afin d'être en mesure de discuter avec lui les règles générales de l'échange*⁶ ». Précisément, les analyses convergent

pour constater que si l'intégration du débat public dans l'action publique commence à devenir pratique courante dans les domaines de la santé, de l'environnement ou de l'aménagement du territoire, y compris en amont des projets, le déficit reste chronique s'agissant des grands chantiers scientifiques et techniques⁷.

Pour y remédier, l'une des recommandations du rapport fourni à la *Métro* concernait les médias dont l'association aux dispositifs à créer était requise, sur un plan national comme local, « afin d'en assurer une large publicité⁸ ». La recommandation suivait un constat que politiques et scientifiques avaient déjà établi depuis quelques années : le développement des nanotechnologies souffre d'un handicap – son invisibilité – qui le pénalise au moment où le *visible* accompagne plus fortement qu'autrefois la croyance que l'homme garde prise sur le monde qu'il crée et transforme. L'invisibilité du domaine commençait à générer un sérieux problème politique dès lors que la distribution de cette intelligence passe par des réseaux dont, déjà, le développement alimentait progressivement les craintes quant aux pilotes aux commandes et aux intérêts réellement servis⁹. Par ailleurs, le politique réalisait qu'un niveau pouvait avoir été négligé par l'optimisme des scientifiques impliqués : le traitement juridico-politique du dossier, lequel ne pouvait plus s'accommoder des concertations en catimini, à l'heure où par exemple, le dossier OGM était de plus en plus vécu en tant que syndrome, précisément à cause de cette opacité¹⁰. Pour la dépasser, l'acteur médiatique, agent par excellence de la vulgarisation et acteur naturel de la médiation, se présentait d'autant plus facilement mobilisable que l'absence de débat public avait aussi été analysée un peu partout en Europe comme le produit d'une proximité savante de la réalité des nanotechnologies, engendrant des abstractions dont le langage commun des citoyens non-experts n'a ni l'habileté, ni la capacité d'accueil¹¹.

De leur côté déjà, les opposants aux nanotechnologies – et conjointement opposants au débat public concernant ces innovations parce que celui-ci ne pourrait que prendre acte des conditions d'une décision politique déjà prise – avaient transposé l'enjeu sur le terrain médiatique. L'association *Pièces et Main d'œuvre* avait ainsi lancé un canular sous la forme d'un pastiche de journal de quatre pages, distribué à 20 000 exemplaires dans les boîtes aux lettres de l'agglomération grenobloise, en cultivant savamment le paradoxe des mérites d'une soi-disant nouvelle carte d'identité électronique, capable notamment de lutter contre l'immigration clandestine (sic). De manière provocatrice, il était ajouté dans le *journal-intox* que l'Isère avait été choisie comme site-pilote pour les premiers tests. L'opération de communication ainsi

orchestrée sur le terrain médiatique avait réussi au-delà des espérances, la presse nationale, notamment *Le Canard Enchaîné* et *Le Monde*, en ayant largement fait état¹². Ainsi, sans grands moyens, avec un art consommé de la mise en scène et du canular, un des acteurs de la contradiction avait travaillé sa propre visibilité, locale, puis nationale, en mobilisant l'acteur médiatique. Autant dire que ce dernier ne semblait plus devoir être ignoré dès lors que l'on prenait la mesure des enjeux relatifs aux nanotechnologies. Précisément, dans un contexte où, à l'instar d'un Jacques Ellul, on constate une certaine technicisation croissante de l'exercice du pouvoir, conduisant à la fois à l'élargissement du cercle des prérogatives de l'État et à la réduction de la fonction publique due à l'emprise croissante des techniciens experts¹³, les médias ne sont plus analysés comme de simples objets techniques, assumant un certain nombre de fonctions sociales et culturelles : les acteurs sociaux les considèrent de plus en plus en tant que lieux « où s'opère de plus en plus, par la symbolique et le discours, la médiation du pouvoir¹⁴ ».

Ainsi, on pouvait raisonnablement attendre une implication forte des journalistes dans la préparation, l'animation, voire la rédaction de comptes rendus et le *debriefing* des débats publics relatifs aux nanotechnologies à Grenoble. D'abord parce que de manière générale, l'affaiblissement de la presse quotidienne – accéléré par l'installation croissante d'agences de communication en tant qu'éditeurs réguliers d'information – incite en réaction les journalistes à tenter de contrôler une partie des métiers de la médiation¹⁵.

Ensuite, parce que de manière plus spécifique à la situation grenobloise, à côté de l'atout d'une certaine expérience dans l'animation de ce type de dispositifs en dehors de la région Rhône-Alpes, *Vivagora* – l'association en charge de la mise en œuvre des six débats publics – se prévalait elle-même des qualités indiscutables d'une équipe de journalistes déjà éprouvés sur le terrain de l'information scientifique. Ainsi valorisée et proposée pour introduire les séances, présenter les intervenants, faciliter le dialogue et restituer les échanges « sous une forme journalistique¹⁶ », cette expérience professionnelle était de nature à prédire une réelle complicité – voire des partenariats – avec la presse locale.

Enfin, le projet devait trouver son aboutissement dans la mise en œuvre d'un cadre pérenne de débat public sur les choix techniques et industriels impliquant l'agglomération et la région urbaines : il s'agissait ainsi d'assurer un lien entre la réflexion scientifique et éthique relative aux équipements concernés (Biopolis, Nanobio, Minatec, etc.) et « les différents niveaux de représentations démocratiques ». Si l'expression désignait d'abord les assemblées délibérantes des collectivités et leurs

émanations thématiques, on pouvait aussi attendre une consultation des médias autochtones, en vertu de deux principes. D'une part, le droit à l'expression et à la diffusion des informations constitue traditionnellement une des libertés publiques depuis l'article 11 de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, à partir de laquelle le journalisme a construit sa légitimité sociale. D'autre part, le niveau local consacre mythiquement le « *berceau de la démocratie*¹⁷ », incarnation rousseauiste des utopies à la fois républicaine¹⁸ et schumacherienne¹⁹.

Le local a en effet souvent été présenté comme un terrain privilégié pour un retour à l'âge d'or d'une agora à taille humaine. Le local s'offre également en lieu de réconciliation avec la tradition au sein de laquelle l'humain, dans toute sa diversité, peut redevenir acteur social dans une société reçue soudainement comme celle de la *réflexivité*²⁰. Le local constitue à la fois le passage obligé pour tout acteur politique porteur du désir de changement, le baromètre de cette même volonté et le lieu d'articulation idéale de l'espace privé à l'espace public²¹. Et pour un « journalisme professionnel », malmené avec la révolution du numérique par les concurrences sauvages et soudaines sur le plan de la production d'informations publiques, la réaffirmation de ces deux principes offre là une opportunité suprême de consécration légitimante, à partir de la réaffirmation territorialisée de la valeur de *proximité* dont il se veut l'incarnation même : « [le journalisme local] voit le grandiose dans des événements insignifiants, il décrit le caractère éternel de ce qui est éphémère et les événements exceptionnels de la vie quotidienne...²² ».

Dans le cadre du débat public grenoblois relatif aux nanotechnologies, l'occasion était donc idéale pour reconquérir du pouvoir social, et la correspondance avec l'objet s'offrait involontairement heureuse, quand ce journalisme local travaille à (re)construire sa propre fierté professionnelle autour de la formule : « *C'est [finalement] dans l'infiniment petit que se révèle la grandeur du monde*²³. » Et la promesse de *Vivagora* allait bien dans le sens de l'implication de tous les acteurs concernés « *pour permettre la co-construction des choix collectifs*²⁴ ». Enfin, l'une des attentes – et faiblesse – révélée par des expérimentations précédentes de débats publics avait été identifiée autour de la crainte de « *perdre la parole ainsi libérée*²⁵ ». Le risque ainsi identifié poussait naturellement à l'innovation et à l'implication d'acteurs médiatiques, historiquement positionnés en tant qu'animateurs efficaces d'un service public d'archivage de l'histoire culturelle, politique, économique, sociétale d'une collectivité humaine²⁶.

Pourtant, au moment de la préparation du cycle, le groupe de conseillers chargé d'élaborer les problématiques de chaque débat

n'avait accueilli que des personnalités du milieu académique, industriel, associatif et politique, à l'exclusion de tout acteur du milieu médiatique. Le lancement effectué, seuls quelques rares représentants des médias nationaux avaient été officiellement conviés, à côté des experts scientifiques, pour apporter leur éclairage²⁷. Un contact timide semble avoir cependant été tenté auprès de journalistes locaux déjà reconnus pour une certaine spécialisation scientifique, afin qu'ils participent éventuellement aux tables rondes, sans plus d'insistance ni de suivi aux dires d'un des journalistes ainsi pressentis : « *On avait été approchés pour ce faire. Mais après, je n'ai pas pu participer aux débats pour des questions de disponibilité personnelle*²⁸. » Pour les autres, généralistes de la locale, la mise à l'écart avait été effective, réduisant le journaliste au rôle de boîte aux lettres s'agissant des réunions préparatoires : « *Il s'agissait de manifestations plus que confidentielles. Nous les avons annoncées*²⁹. »

Le constat interroge, conduisant à interpellier la nature du dispositif de débat mis en place en tant qu'indice d'une stratégie de contournement d'acteurs traditionnels. Après tout, l'hypothèse a déjà été formulée dans le passé vis-à-vis de l'acteur social qu'est l'élus, que l'on a pu croire directement concurrencé par la mise en place de dispositifs relevant de la démocratie participative, même si la conclusion avait finalement préféré ne retenir de l'expérimentation que l'indice d'un mode croissant de légitimation de la décision politique³⁰. De la même façon, il est permis de se demander si l'absence du journalisme local, *a priori* et traditionnellement pressenti pour assurer la médiation de ce type de débat, ne peut se comprendre autrement que comme la traduction d'une défiance à l'égard du journaliste, dans sa capacité à désormais assurer ce rôle sur le terrain de l'information scientifique et technique. L'hypothèse n'est pas absurde, certains travaux en sciences de l'information et de la communication ayant effectivement révélé une attente de cette nature, qualifiée de « lecture intimiste » chez ceux des destinataires d'émissions scientifiques qui souhaitent un contact direct avec le scientifique, avec une médiation journalistique réduite au maximum, sinon écartée³¹. Et lors des ateliers préparatoires en vue de construire le dispositif de débats publics grenoblois, il avait été immédiatement fait état de la difficulté initiale des journalistes à définir les enjeux liés à l'évolution des technologies, relatifs aux OGM³².

Certes, sur le terrain général de l'expérimentation du débat participatif en terrain scientifique controversé, toutes les réponses performatives n'ont pas systématiquement été analysées en termes de stratégies de contournement, de suppléance, de dilution de l'acteur médiatique³³ : l'hypothèse de la convergence entre acteurs sociaux

– dont le journaliste – ne peut être écartée³⁴. Mais en l'occurrence, lors de l'expérimentation du débat public à Grenoble, les journalistes locaux généralistes n'avaient été invités qu'à couvrir la manifestation, tandis que certains de leurs confrères parisiens avaient été officiellement conviés en tant qu'experts. Les rédacteurs du *Dauphiné Libéré* s'étaient apparemment accommodés du traitement : « *Nous avons été acteurs du débat public dans le rôle qui doit être le nôtre, en donnant les points de vue de chacun*³⁵. »

Mais certains autres journalistes grenoblois s'étaient plus tard faufiletés dans l'espace de parole ouvert au public pour exprimer publiquement une critique sur ce point de leur mise à l'écart dans le dispositif³⁶. La réponse faite par l'institution organisatrice avait été l'occasion d'exprimer un regret, face à un oubli que les destinataires avaient été priés de ne pas interpréter de façon malveillante³⁷. Acte manqué ? Méfiance vis-à-vis du local, susceptible de générer des archaïsmes ou de réveiller des poches de résistance, quand les médias nationaux ont toujours été considérés comme facteurs décisifs dans le processus de constitution de l'État-nation³⁸ ? Une idéologie volontariste privilégiant l'engagement profane spontané comme clé de la démocratie, déjà reconnue en d'autres lieux³⁹, avait imposé dès le lancement de la formule le principe indiscutable du contact direct et immédiat, lequel reléguait d'office la référence au « *troisième homme*⁴⁰ ». Ainsi, il ne devait y avoir aucune séparation (physique et symbolique) entre invités et participants pour « *faciliter un réel échange*⁴¹ ». Et la parole devait être immédiatement donnée au *grand public* invité avant tout autre, pour sortir de la posture de l'expert qui construit les questions et y répond : « *On laisse le public discuter à partir de là où il est de sa perception et de sa connaissance, cela oblige à avoir une parole au service de la compréhension du public*⁴². »

Il s'agissait également par ce choix de dépasser la question de l'objet technique pour nourrir celle des usages, que le principal acteur, le grand public, était, par définition, capable d'apprécier sans traduction⁴³. De la même façon, le journaliste local avait été exclu de la préparation des fiches « *repères* » destinées à être délivrées à ce public invité avant chaque débat et susceptibles de lui fournir une base vulgarisée d'informations et de sources sur le sujet débattu. Enfin, l'animation des échanges avait été conçue autour de deux acteurs : l'*animateur* d'une part (en l'occurrence, le directeur du CCSTI, déjà impliqué en tant qu'acteur social dans des conférences, ateliers, séminaires et expositions autour des questions suscitées par les nanotechnologies) et le *grand témoin* d'autre part (figure scientifique reconnue, dont le rôle – que le journaliste aurait pu revendiquer – consistait à pousser les confrontations et controverses, relier les interventions et expliquer leur sens, synthétiser et pointer les éléments de délibération commune).

Le pari était osé, car la *lecture intimiste*, non médiatée, ne caractérise qu'une seule des attentes exprimées par un public profane tandis qu'une autre lecture, dite *bénéficiaire*, en appelle au contraire à la médiation du journaliste, voire à son inscription forte en termes d'énonciation, pour rééquilibrer l'asymétrie de la relation avec le *savant* et prévenir l'instrumentalisation de l'expert⁴⁴. Il est ainsi arrivé, lors du déroulement des débats publics, que des critiques surgissent contre la presse locale, accusée de n'avoir pas joué son rôle de sensibilisation aux enjeux liés aux nanotechnologies. Soit que son autonomie éditoriale avait été mise en cause – eu égard par exemple à la nature du groupe EBRA dont dépend *Le Dauphiné Libéré*⁴⁵. Soit que sa compétence à se saisir véritablement du *complexe* avait été discutée⁴⁶. Soit enfin que son alignement vis-à-vis des sources institutionnelles – politiques, économiques et scientifiques relevant des sciences « *dures* » – était de nature à consacrer cette « *misère féodale de la presse de province* », dénoncée précisément en d'autres temps par un des acteurs journalistes locaux grenoblois actuels⁴⁷.

Cela étant dit, invité au débat sans plus de protocole que pour le citoyen ordinaire eu égard à la nature ouverte du dispositif, le journaliste local ne s'était pas montré indifférent à la réflexion relative aux conditions d'un débat véritablement participatif, tandis qu'il pouvait lui être demandé de quitter le terrain de l'information institutionnelle ronronnante. Il s'était même impliqué dans le débat de manière ouverte, respectueux du cadre imposé, pédagogique dans ses interventions et force de proposition, susceptible d'aider à la présentation des options relatives aux nanotechnologies de manière contradictoire. Les clubs de la presse avaient ainsi été présentés comme une structure de rencontre susceptible de prolonger la réflexion en ce sens.

Le journaliste, acteur de la communication de l'information scientifique et technique

Participant à l'imposition du sens, les discours sociaux que proposent les médias ne peuvent être réduits au rang de simples « informations ». De la même façon, il ne saurait être question de réduire les acteurs sociaux que lesdits médias mobilisent au statut désocialisé de « sources⁴⁸ » : « *Au lieu de naturaliser la contrainte qui conduit les journalistes à neutraliser la situation d'influence sociale dans laquelle ils sont nécessairement engagés, il faut en faire un objet d'investigation*⁴⁹. »

Dans la pratique, les sources privilégiées des médias locaux relatives aux nanotechnologies et aux débats les concernant avaient d'abord été les contacts institutionnels, sans qu'une quelconque mise à distance eût

véritablement pu être identifiée. Il semble même que pour un journalisme timidement reconnu par ses interlocuteurs scientifiques pour sa capacité à traiter la complexité, le principal objectif ait consisté à recevoir l'onction de l'autorité scientifique, à partir de laquelle une connivence pouvait être espérée. Y compris avec un interlocuteur aussi réputé pour la parcimonie et le laconisme de ses échanges que le Commissariat à l'énergie atomique (CEA)⁵⁰, acteur scientifique directement impliqué dans le débat sur les nanotechnologies : « *Les relations avec le CEA ont été correctes. Je suis un interlocuteur qui fournit de l'info quand il y en a. L'acteur CEA a envie, autant que faire se peut, de dire des choses. Quand il n'a pas envie, il n'en parle pas. Des fois, parfois, c'est nous qui allons chercher de l'information, parfois il nous contacte. Ce n'est pas un acteur plus coriace que les autres. Il faut faire attention à ce genre de démarche où l'on a tendance à diaboliser un des acteurs. Le CEA est un interlocuteur parfait de ce point de vue. Il ne dira pas tout, il gère sa communication d'une structure à l'autre entre le national et son site. Le CEA est beaucoup plus transparent qu'il n'a été. Il y a des tas de choses qui nous échapperont du côté de la Défense, mais le travail de fond qu'on a pu faire d'homme à homme, c'est un travail qui paie et permet d'être efficace, des choses peuvent être relatées*⁵¹. »

Dans ce cadre-là, le journaliste local avait semblé inscrire sa relation avec le producteur d'information scientifique sous le signe de l'asymétrie, le journaliste ne discutant ni le contenu, ni les thèmes choisis par son « partenaire » et jugeant positive la relation de confiance gagnée par sa seule compétence. Ainsi pensait-il gagner sa légitimité d'expert, toujours fragile, même à ses yeux : « *Un journaliste a toujours le sentiment de ne pas aller suffisamment en profondeur. Dans ce domaine où il y a eu urgence, on a ressenti cette envie. Je le ressens encore, il y a énormément de choses à dire dessus. Si un journaliste avait pu s'y consacrer à plein temps, cela serait sûrement été mieux. Moi, j'ai le sentiment de ne pas en avoir assez fait. Il ne s'agit pas de culpabiliser. Simplement une envie de faire mieux*⁵². »

De là un sentiment ambigu de rébellion contre les critiques à l'égard du traitement médiatique de la complexité : « *Cela étant dit, qu'on ait déjà pu en parler autant, très franchement, pour la PQR, je défends bec et ongle la qualité de notre travail*⁵³. » ... Et de solitude : « *Ce que je peux dire, en mon nom et pour tous, on a tendance à oublier ce qu'est un journaliste. Il y a des moments où je n'oublie pas que le journaliste est seul avec sa signature et on peut lui faire endosser des choses sous sa signature. Il est seul sur le terrain et quand il rédige son article. Il ne faut pas l'oublier*⁵⁴. »

Cela étant, ce statut d'expert peut être considéré comme un luxe dans des rédactions locales où les moyens et l'organisation générale ne permettent pas la spécialisation : « *Si l'un a plus traité la contestation que l'autre, cela est lié au hasard des agendas. On a rarement fait traiter la*

contestation par celui qui traitait l'économique et le social. Nous n'avons pas une organisation de la rédaction en services, en dehors des faits divers et de la justice. Les journalistes sont polyvalents, même si certains peuvent avoir des domaines de prédilection. Ce qui prime, c'est l'actualité⁵⁵. »

De ce fait, la relation du journaliste localier avec l'autorité scientifique reste délicate, le chercheur snoberait le « pisse-copie » : « *Les scientifiques ne sont pas toujours de grands communicants. Ils sont intéressés à publier dans les revues scientifiques. Et parfois, plusieurs mois plus tard, ils envoient un courriel commun à tous les médias généralistes pour signaler dans un langage souvent abscons les réalités de leurs travaux. Il faut dire aussi que leurs travaux n'ont pas toujours des applications concrètes⁵⁶. »*

Les réserves des scientifiques sont classiques vis-à-vis de la communication publique médiatisée : détournement de leur mission quand leur institution a déjà défini les protocoles stricts de l'échange extra-muros ; défiance à l'encontre des techniques et dispositifs de la communication médiatique, susceptibles de perturber plus encore une hiérarchie des savoirs bien malmenée au sein de l'espace public ; suspicion à l'encontre des acteurs de cette communication médiatisée, qu'ils soient scientifiques détournés de leur discrétion habituelle par les sirènes du discours omniscient et les tentations de l'égo, ou qu'ils soient journalistes peu ouverts à la complexité, aux « patiences secondaires » de l'aventure scientifique et à la parcimonie de la diffusion de ses conclusions⁵⁷. Et quoi qu'en disent les journalistes du *Dauphiné Libéré*, certaines formes d'ostracisme à l'encontre du journalisme peuvent trouver argumentation supplémentaire dans le contexte particulier du CEA, acteur majeur de la recherche relative aux nanotechnologies et dont le positionnement en tant qu'acteur social communicant a déjà été sérieusement interpellé dans le contexte tout aussi controversé des débats publics sur les énergies⁵⁸. L'impression a déjà été notée que l'ouverture de l'institution n'est souvent justifiée que pour des raisons exogènes : effacement des concepts fondateurs de l'institution, expropriation de la légitimité gestionnaire du débat par les opposants, mutation historique défavorable du rapport citoyen à la science⁵⁹.

Directement interpellé quant à sa relation avec cet acteur influent, à la fois sur le terrain de la recherche relative aux nanotechnologies et sur le terrain du développement régional, le journalisme local a réitéré le renvoi de sa réponse au niveau général de la relation scientifique / médiatique : « *Nous ne rencontrons pas le même désir [d'échange] chez les scientifiques, au-delà de la couverture du minimum institutionnel. Et puis, une fois encore, nombre de travaux, pour important qu'ils soient, n'ont pas d'applications concrètes immédiates. Il peut même être impossible de les vulgariser sans en changer le sens⁶⁰. »*

Ainsi, le journalisme local se retrouverait enfermé dans une posture de soumission vis-à-vis du définisseur primaire (*primary definer*⁶¹) – celui qui se retrouve institutionnellement et naturellement désigné comme le gestionnaire normatif d'un problème public. La contrepartie de cette dépendance serait l'opportunité à pouvoir mieux justifier la plus-value apportée par son traitement journalistique, et donc la valeur marchande de cette écriture, à partir de sa fiabilité. L'avantage n'est pas secondaire pour un journalisme professionnel, aujourd'hui fragilisé sur un marché de l'information plus qu'encombré. Les concurrences sauvages libérées par Internet, comme l'exigence croissante de la destination pour la gratuité d'une information désormais abondante, témoignent d'une double crise. Celle de la fidélisation des destinataires d'information médiatique⁶². Celle de la tendance à la baisse des recettes traditionnelles (vente et publicité) et du manque de capitaux propres des organisations médiatiques, financièrement plombées au moment où il leur faudrait procéder à des investissements importants liés à la révolution du numérique⁶³.

De ce fait, obligé de montrer patte blanche devant l'institution scientifique, le journalisme local en serait resté à une problématique de la transmission de l'information scientifique et technique, dont l'évaluation est construite sur la fidélité absolue à l'égard du noyau discursif originel, par exemple sur le terrain de l'information médicale : « *Les médecins sont confrontés à une très forte demande d'information de leurs patients qui sont aussi des lecteurs. Il y a donc entre eux et nous une convergence d'intérêts. Lorsque nous avons décidé de développer l'information à caractère médical dans le journal, nous avons souhaité qu'un journaliste acquière un certain niveau de connaissances dans ce domaine. Avant sa première interview qui concernait la recherche contre le cancer, nous avons demandé à un médecin de la Ligue de le former, de lui donner un niveau de connaissance minimal. La compétence du journaliste a été reconnue par ses interlocuteurs. À partir de là, la confiance était installée. Le bouche-à-oreille a fait le reste. Et aujourd'hui, certains médecins nous disent même qu'ils ne veulent plus communiquer qu'à travers notre journal*⁶⁴. »

... Et la disqualification immédiate sur le terrain de la « trahison⁶⁵ » : « *Quand il y a un rapport qui s'établit entre un organisme comme le CEA et un journaliste, la relation de confiance s'instaure dès qu'on ne le trahit pas. Il y a des tas de choses qui nous échapperont du côté de la Défense, mais le travail de fond qu'on a pu faire d'homme à homme, c'est un travail qui paie et permet d'être efficace, des choses peuvent être relatées, rapidement, avec fidélité*⁶⁶. »

Le positionnement inscrirait donc le journalisme localier dans un positivisme absolu, voire un scientisme qui le dissuaderait de toute

distanciation. Il est vrai qu'après le bouillonnement salutaire apporté par les lectures constructivistes, la réaction positiviste retrouve depuis quelques années une vigueur inattendue dans l'analyse scientifique des pratiques et écritures journalistiques⁶⁷.

Il est vrai aussi que ce « renouveau » provoque à son tour la mobilisation de tous ceux qui, défendant un apport constructiviste au-delà de ses vulgates dogmatiques, y voient un débroussaillage salutaire, pionnier d'une « *anthropologie de la communication* » en voie de constitution⁶⁸, susceptible de révéler à la fois les cadres de perception d'un groupe et la construction du monde par ses populations⁶⁹. Dans ce cadre, la réflexion sur le journalisme invite ses praticiens à dépasser le seul niveau de la chambre d'enregistrement et à réinterroger le rapport entre le *donné* et le *construit* : considérer que toute « réalité » – le fait brut comme le fait social – puisse consacrer d'abord une interprétation et une co-construction signifierait que toute connaissance du monde est aussi information sur celui qui la porte. L'ordre ainsi momentanément stabilisé consacre une certaine expérience, prédéterminée par des caractéristiques elles-mêmes prédéfinies et rencontrant l'accord de plusieurs observateurs. Ainsi, le rapport aux faits ne pourrait afficher systématiquement la possibilité de la neutralité, sans prendre en compte le contexte des énoncés d'information scientifique, les jeux d'interactions entre acteurs – dont l'institution scientifique elle-même – et la dimension subjective de la médiation par le langage, autant de facteurs qui orientent la description⁷⁰.

Fondamental, le débat déborde aujourd'hui des alcôves scientifiques – notamment des laboratoires et colloques en sciences humaines et sociales – provoquant même l'autoréflexivité de certains producteurs d'information médiatique, y compris en locale, conduisant à interpeller la neutralité du *pure fact*, et l'exigence du scientifique à le voir strictement, voire exclusivement respecté.

Effectivement, si une tradition positiviste autour des Tocqueville, Cabet, Comte, etc., a fortement imprégné les normes d'autoévaluation par la corporation en France, il ne faut pas non plus oublier que l'histoire de l'écriture de presse a partie liée en France avec la littérature, le « bon récit » et la qualité argumentaire de l'opinion ont d'abord été privilégiés, au moins jusqu'à la Première Guerre mondiale, aux dépens de lectures factuelles et empiriques jugées naïves et dont l'idéal, porté à l'absurde jusqu'au laconisme, voile plus qu'il ne dévoile⁷¹. Aujourd'hui à nouveau, l'événement journalistique est interrogé. Soit que le questionnement glisse sur celui de l'intertextualité et des jeux stratégiques entre acteurs sociaux, œuvrant à produire du sens et imposer le sens au

sein de l'espace public. Soit que l'interrogation ne consacre plus une vérité ontologique, mais ce que l'efficacité des invariants du discours médiatique finit par imposer, dans le cadre précis des formulations discursives déjà disponibles au sein de l'espace public de référence. L'événement journalistique constituerait ainsi non pas le point de départ du travail journalistique, mais son résultat, tributaire d'une part des représentations du producteur d'information désigné en tant qu'énonciateur, d'autre part des négociations multiples dans l'imposition du sens à laquelle le destinataire n'est lui-même pas innocent. La rupture avec le *médiacentrisme* invite alors, comme il a été énoncé⁷², à inscrire la production des journalistes dans une logique d'interdépendance et de réseaux d'acteurs⁷³ et à analyser la médiatisation comme un processus complexe résultant de cette interaction entre différents acteurs collectifs et individuels⁷⁴.

Dans le même temps, ce glissement paradigmatique invite à reconnaître une certaine autonomie à la presse, dont le discours d'information se distingue nécessairement de celui de l'information scientifique⁷⁵. Il peut en emprunter les caractéristiques référentielles, se contentant de reproduire textuellement les contenus informationnels que lui transmettent les autorités scientifiques. Mais parallèlement, le sujet informateur s'inscrit dans un processus complexe d'énonciation grâce auquel il construit son propre *contrat de lecture* : « *Voilà pourquoi il est vain de poser le problème de l'information en termes de fidélité aux faits ou à une source d'information*⁷⁶ ».

Conceptuellement, le glissement invite aujourd'hui à quitter le terrain de la transmission de l'information scientifique et technique par l'institution médiatique, au profit d'un nouveau paradigme : celui de la communication de ladite information scientifique. L'une des caractéristiques de cette mutation est de permettre l'échange contradictoire entre des visions du monde nécessairement hétérogènes et la reconnaissance des acteurs (dont l'acteur médiatique), lesquels, chacun à sa manière, sont réciproquement reconnus légitimes dans leur expression, fût-elle non scientifique⁷⁷.

Ainsi, le journalisme local grenoblois a-t-il pu revendiquer une posture d'animation de l'expression contradictoire, parallèlement à l'objectif poursuivi par le cycle de débats publics sur les nanotechnologies, après avoir manifesté la plus classique des orthodoxies, voire une réelle fascination face au promoteur scientifique des nanotechnologies : « *Nous étions réellement fascinés au départ. Cela correspondait au fait que nous découvrions un monde nouveau, tel qu'il était présenté par des interlocuteurs au fait de ce qu'ils découvriraient et qui nous le faisaient découvrir de façon plutôt*

favorable. La relation que nous avons construite avec eux à partir de ce qu'ils disent le traduisait. En découvrant ce monde, j'ai vu des choses positives, cela m'a donné envie d'en savoir plus⁷⁸. »

L'orthodoxie journalistique avait également traduit l'espoir, en termes de développement économique pour la région : « *Nous avons le sentiment d'avoir témoigné de cette formidable avancée scientifique et technologique que sont les nanotechnologies et de la chance que leur développement, ici, représente pour Grenoble. Et cela autant pour le rayonnement de la ville que pour l'emploi⁷⁹. »*

À cet instant, alors que la contestation commençait à s'organiser autour des conditions d'un débat dont l'entretien de la confusion par les initiateurs, entre informatif, participatif et délibératif, était de plus en plus publiquement dénoncé (« *les décisions ont déjà été prises avant le débat* »), le journaliste local ne semblait pas avoir estimé qu'il lui fallait aller au-delà de la simple annonce de l'agenda établi par les définisseurs primaires, instigateurs du débat public. Même les tensions, qui expliqueront le retard avec lequel sera plus tard défini *in extremis* le lieu consacrant le lancement officiel de l'opération⁸⁰, n'avaient pas accédé à la scène médiatique locale.

Directement agressés plus tard au sein des débats publics organisés par *Vivagora* pour ne pas avoir joué ce rôle de sensibilisation critique par rapport aux enjeux sociétaux, ou ne pas l'avoir fait suffisamment, ou suffisamment tôt, les journalistes locaux présents avaient réagi en réexpliquant leur positionnement, refusant d'assumer un rôle d'évaluation experte relative à des enjeux qu'ils estiment plutôt mal maîtriser⁸¹.

Cependant, au fur et à mesure que la critique s'était organisée, le jeu des acteurs, dont la presse locale se voulait être le témoin, avait fini par sortir de l'ombre. Le journaliste local s'était alors montré soucieux de sortir du rôle passif dans lequel il avait pu se sentir cantonné jusque-là, de la part des uns et des autres, y compris de la part des acteurs les plus critiques : « *PMO ne nous a toujours contactés que par courriel. Nous nous sommes toujours heurtés à l'impossibilité de rencontrer ces gens, de savoir qui ils sont réellement, ce qu'ils représentaient⁸². »*

Il semble donc qu'il a fallu une démarche volontariste du journaliste de proximité pour que les pages locales puissent offrir un éclairage moins mono discursif. Ce que, pendant le débat public, un journaliste local avait confirmé, renvoyant à la valeur suprême autour de laquelle la corporation organise généralement son discours de légitimité – « *l'honnêteté* » – laquelle devait selon lui, correspondre à un rôle d'agent actif de la confrontation contradictoire des opinions éclairées et profanes⁸³.

Ainsi redéfinie et mise en œuvre, la démarche a effectivement eu pour conséquence d'ouvrir le discours médiatique aux questionnements introduits par les sciences humaines et sociales : « *En découvrant ce monde, j'ai vu des choses positives, cela m'a donné envie d'en savoir plus. C'est seulement après, en dépouillant d'autres articles scientifiques, que je me suis rendu compte que ce monde n'était pas aussi bleu qu'on me le disait. Cela étant dit, tous les journalistes locaux étaient dans la même démarche. On interroge, on entend, on creuse*⁸⁴. » « *Essayer d'apporter un éclairage le plus large possible, c'est toujours laisser la possibilité de se poser les bonnes questions. Après l'article présenté, le lecteur doit pouvoir y réfléchir, il n'aura pas tout dans ce papier, il faut lui donner envie d'aller ailleurs, suggérer son intérêt. Quand on se limite à la présentation d'un produit innovant, il n'est pas toujours nécessaire de le faire sous une rubrique qui le traite, c'est un article qui peut être scientifique. Si cela ouvre la porte aux débats sociétaux, il faut poser les bonnes questions. Tout dépend donc du sujet. S'il y a des impacts potentiels dans d'autres compartiments que scientifiques, il faut susciter les questions, soit en ouvrant des pistes, soit en posant le problème. Il y a encore du travail à faire de la part des journalistes. Notre démarche a été délibérée et suscitée [sic] d'aller auprès des sciences sociales et humaines. Il faut élargir*⁸⁵. »

Ce faisant, ouvrant ses colonnes à des acteurs plus critiques, le positionnement peut-il avoir correspondu à ce *public journalism* déjà défini par Jay Rosen, Arthur Charity et David Merritt ? À partir de l'observation enthousiaste d'une mutation des pratiques d'enquête aux États-Unis, les auteurs ont reconnu des journalistes soucieux de ne pas rester les greffiers passifs des dysfonctionnements sociétaux et de redéfinir leur légitimité à partir de leur utilité sociale. Les principes de ce *public journalism* sont désormais bien connus : 1. les destinataires de l'information sont *a priori* constitués de citoyens actifs, c'est-à-dire prêts à s'engager dans la vie publique si on les sollicite ; 2. la presse peut les aider à régler certains problèmes ; 3. les médias doivent contribuer à une amélioration de la qualité et de l'utilité des débats publics ; 4. les entreprises de presse ont, d'une façon générale, un rôle déterminant à jouer dans la vie publique⁸⁶.

En l'occurrence dans le cas grenoblois, de nouveaux positionnements journalistiques se sont révélés localement autour des débats relatifs aux nanotechnologies, au point de provoquer parfois l'incompréhension de certains scientifiques : « *J'ai visionné l'émission de France 3 de 3 minutes qui m'a étonnée. Les journalistes se sont intéressés uniquement aux marges des débats et pas du tout au contenu : ce qui se passait à l'extérieur – les distributions de tracts à l'entrée par quelques contestataires, type Pièces et Main d'œuvre, peu nombreuses ; l'intervention du représentant d'Attac, initialement prévue*

pour la table ronde, mais qui en dépit des efforts de l'organisatrice pour le recadrer, a choisi le mode d'une intervention préliminaire pour expliquer pourquoi il ne participait pas. Cela me paraît assez curieux cette retranscription médiatique⁸⁷. »

Faut-il alors parler de rupture dans le rapport scientifique/politique/médiatique, jusqu'à convoquer cette figure du *journalisme-justicier*, héritage de la III^e République, qui peut aujourd'hui conduire certains journalistes à une attitude systématiquement défiante à l'encontre de tout porteur institutionnel de pouvoir et de savoir⁸⁸, au profit systématique d'une parole citoyenne profane, quelle qu'en soit la pertinence ? Avec le recul, les acteurs médiatiques du *Dauphiné Libéré* se défendent aujourd'hui d'avoir alors développé quelque intention stratégique dans le traitement offert : « *En fait, si l'un a plus traité la contestation que l'autre, cela est lié au hasard des agendas. On a rarement fait traiter la contestation par celui qui traitait l'économique et le social. On a juste demandé à quelqu'un de l'économique de vérifier le contenu des déclarations des opposants⁸⁹.* » Les inflexions du traitement qu'ils ont pu pratiquer ne leur apparaissent que traductrices du « miroir social » qu'ils estiment avoir toujours présenté depuis l'origine, dans la continuité : « *Je ne pense pas que l'on puisse considérer que l'on a modifié notre point de vue. La protestation au début spontanée ou apparaissant comme telle, s'est structurée et s'est amplifiée. Nous en avons rendu compte⁹⁰.* »

Ce faisant, le journaliste peut prendre conscience de son rôle en tant qu'acteur social (ce qu'il est parfois toujours long à admettre quand traditionnellement, il se réfugie derrière le sacro-saint discours surplombant de l'objectivité⁹¹). Au *Dauphiné Libéré*, à partir de l'investigation plus poussée qu'ils ont conduite à l'époque sur le terrain des nanotechnologies, les journalistes reconnaissent *a posteriori* avoir contribué à enrichir le débat. Car au départ, les uns et les autres des belligérants ont pareillement présenté ce qui est progressivement apparu comme des discours de clôture : « *Si l'on peut parfois considérer que les scientifiques ont une certaine tendance à se placer comme les seuls à détenir la vérité, c'est une tendance partagée, voire même très largement amplifiée par PMO [Pièces et Main d'œuvre, opposant radical aux nanotechnologies et au principe même de débat public organisé à Grenoble sur ce thème]⁹².* »

Et si depuis, de nouvelles ouvertures discursives moins péremptoires ont pu être constatées chez les promoteurs des nanotechnologies, aux yeux même des journalistes investis, le mérite semble rétroactivement devoir leur être directement, et pour une part, attribué : « *Au fur et à mesure qu'on a questionné les acteurs précédents et les nouveaux, on a posé des questions différentes, plus fouillées, plus critiques. Eux-mêmes ont dû sentir*

que la presse était plus pointue, avec une approche plus critique. Et cela a eu une influence sur leur discours. Parallèlement, il y a eu énormément d'ouvrages qui sont sortis sur ce thème et un plus grand nombre de personnes se sont senties plus compétentes dans le domaine⁹³. »

Ainsi attachée à reproduire les expressions locales dans toute leur diversité, l'ouverture médiatique s'est elle-même essoufflée, avec l'effacement progressif de la contestation pour retrouver une posture plus institutionnelle : « Le sujet a été à l'ordre du jour et il a suscité de nombreux discours. Cela est un peu retombé aujourd'hui. Mais cela a servi à ce qu'on s'informe mieux⁹⁶. »

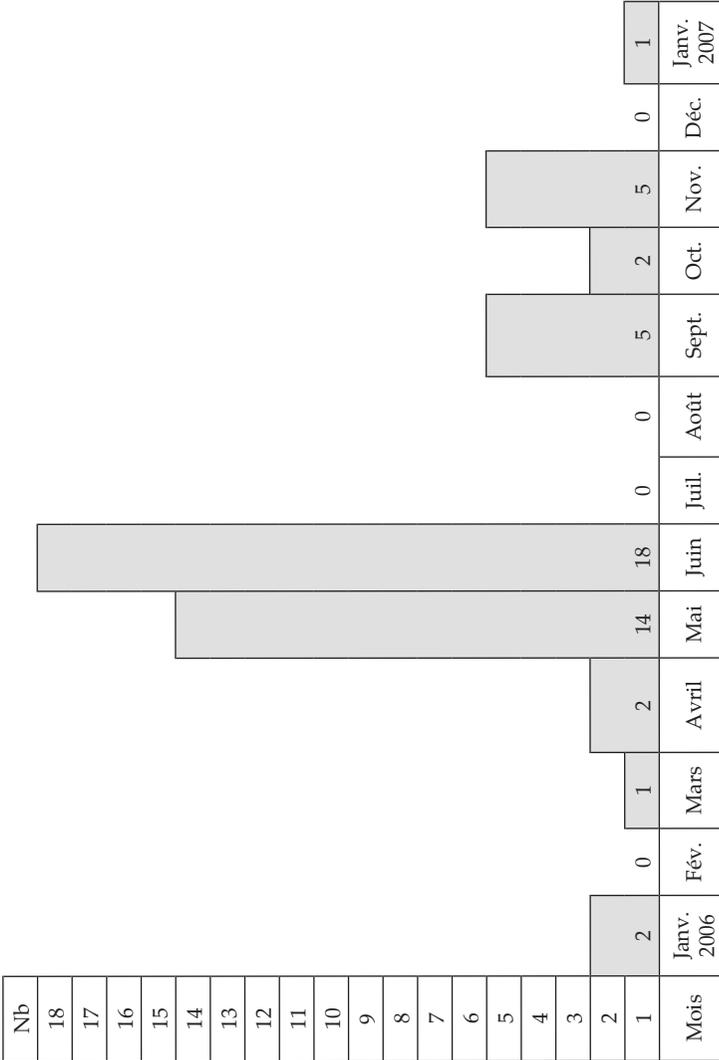
Pour dépasser le déclaratif, l'analyse des discours d'information médiatique produite par le *Dauphiné Libéré* a été particulièrement intéressante, tout au long de l'année 2006⁹⁷.

Un traitement médiatique local pluridimensionnel, révélateur des imaginaires et des jeux d'acteurs

Au *Dauphiné Libéré*, conformément aux déclarations de nos témoins, le traitement s'est d'abord organisé, comme pour tout autre événement, en fonction de l'agenda des agences et des personnes disponibles. La compétence du rédacteur a été souhaitée, sans que l'organisation générale des rédactions puisse nécessairement répondre à ce vœu. De fait, le traitement lié aux débats publics organisés par *Vivagora* a surtout été réservé à la phase privilégiée du lancement et, dans une moindre mesure, à la phase de la conclusion du cycle de débats. Les débats intermédiaires n'ont, de fait, pas été couverts. Le traitement a cependant été plus large, s'agissant d'accueillir certaines expressions de débat public en dehors du cycle organisé par *Vivagora*, lors de manifestations liées à l'actualité locale relative aux nanotechnologies : inauguration de *Minatec*, bilans annuels, investissements de certaines entreprises locales et régionales liés aux nanotechnologies, visites de personnalités nationales, découvertes scientifiques, etc.

La lecture que nous proposons de ces séquences discursives offertes par le *Dauphiné Libéré* se veut dynamique⁹⁸. Le traitement de telles informations, susceptibles d'impacts particuliers au niveau local, a pour la plupart du temps été assuré par une investigation terrain. Les pics d'information ont eu lieu en mai et juin 2006, correspondant au même événement : l'inauguration de *Minatec*. La couverture de septembre à novembre 2006, plus assidue que d'habitude, correspond au déroulement des débats publics sur les nanotechnologies. Janvier 2007 a consacré le premier bilan des débats. Mais la reprise du traitement

Tableau n°1 : Fréquence de la référence aux nanotechnologies, en nombre d'articles, quels qu'en soient la taille, l'emplacement et la raison d'être



journalistique par le *Dauphiné Libéré* à cette période, après une suspension en fin d'année 2006, n'a pas correspondu pas à cette actualité, ce qui laisse à penser que les rédactions n'ont été en mesure d'offrir qu'un suivi relatif de l'événement (voir tableau n°2).

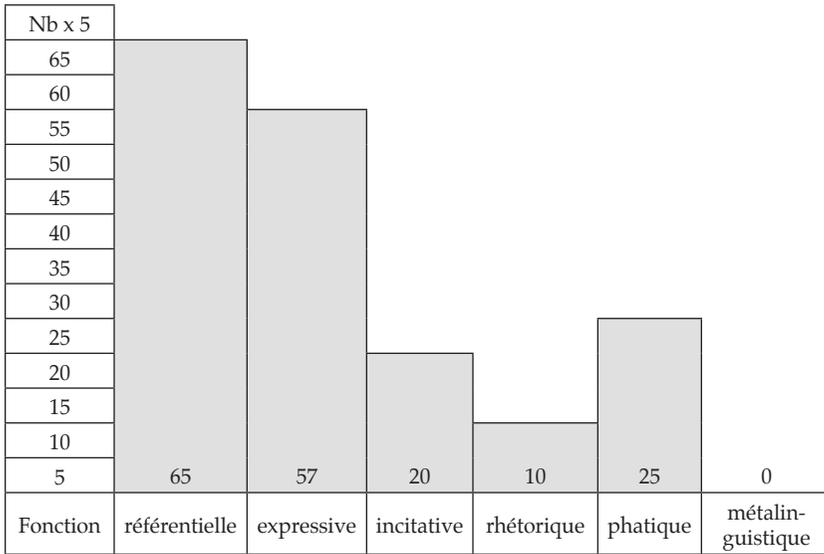
La dimension référentielle de ce traitement a certes été dominante, offrant de ce point de vue la part belle aux institutionnels, politiques et scientifiques dont la discipline et l'objet de recherche participent directement du développement des nanotechnologies. Mais la fonction expressive, centrée sur les préférences, croyances, convictions du rédacteur, a été pleinement assumée par le journal (57 dominantes sur 177 unités d'enregistrement et près de 50% des articles du corpus signés). Elle semble bien traduire ce volontarisme revendiqué dans les entretiens avec les rédacteurs, qui concrétise la recherche d'une plus-value journalistique à partir de la capacité du rédacteur à mettre en perspective, révéler des enjeux, voire des pistes de réflexion, émettre des recommandations et des disqualifications, plutôt que de rester greffier passif de l'actualité.

Pour l'essentiel, lorsqu'une marque énonciative transparait, quelle qu'en soit la forme (expressive, suggestive ou allusive), cet engagement a été dans le sens de l'adhésion en faveur des nanotechnologies (à 75%). Toutefois, le journal s'est ouvert à l'expression critique (18% des formulations indicielles négatives).

Il ne s'est souvent agi que de faire exister publiquement l'opposition, sans pour autant la cautionner (parfois même en faisant état d'une certaine distance), dans le cadre d'une conception équilibrée du débat et du rôle de médiation attribué à la presse. Et cette expression critique a, de fait, surtout existé lorsque sa manifestation avait déjà été assurée d'une visibilité publique à l'initiative de l'opposant au projet. Elle s'est affaiblie dans les colonnes du journal, dès que l'acteur social critique a perdu de son initiative.

Mais il est aussi arrivé que le journal s'engage éditorialement : il a alors essentiellement été fait état de références appuyées au principe de précaution contre l'opacité administrative, ou de rappel en faveur d'un vrai débat public. Dans les deux cas, simple reprise de critiques exprimées au sein de l'espace public grenoblois, ou distanciation assumée en propre, il semble que cette ouverture à la contradiction a surtout été provoquée par la fermeture du discours des *définisseurs primaires* : lorsque la référence scientifique a refusé avec suffisance d'aborder les enjeux sur un autre plan que seulement technologique et industriel ; lorsque la référence organisatrice du débat public a négligé l'acteur médiatique local.

Tableau n°2 : Fonctions du langage



La fonction référentielle, centrée sur le contenu, a été dominante (65 dominantes sur 177, soit 37, 9%). Ce qui correspond bien à un journalisme qui se veut d’abord factuel. Cependant, la fonction expressive a été pleinement portée par le journal, centrée sur ses préférences, croyances, convictions. Elle peut correspondre à une fonction assumée lorsque le journaliste localier estime que la plus-value journalistique vient de sa possibilité à mettre en perspective, révéler des enjeux, voire des pistes de réflexion, émettre des recommandations et des disqualifications, plutôt que de rester greffier passif de l’actualité. La fonction incitative a été portée par le journal, centrée sur la volonté d’influencer, de faire agir. Cette démarche prescriptive a surtout concerné le souhait de voir un débat public se développer. La fonction rhétorique n’a pas été étrangère au journal, surtout au début de l’année 2006, qui, par voie métaphorique, a entouré l’information d’une connotation empruntée le plus souvent au monde du conte de fée, puis de la compétition sportive, enfin de la réussite scolaire lors du premier bilan. La fonction phatique a permis de renforcer l’expression d’acteurs qui, sans le journal, auraient eu une visibilité réduite. Le journal avait expressément offert l’accessibilité publique aux opposants anonymes. La fonction métalinguistique ne s’est pas manifestée de manière significative. Apparemment, le journal ne s’est pas senti qualifié pour définir une position normative, qui aurait défini de manière fermée les conditions de la mise en scène des acteurs.

Tableau n°3 : Indice d’engagement tendanciel par rapport aux nanotechnologies

Nb x 5				
75				
70				
65				
60				
55				
50				
45				
40				
35				
30				
25				
20				
15				
10				
5				
Orientation	positive	négative	ambiguë	inqualifiable

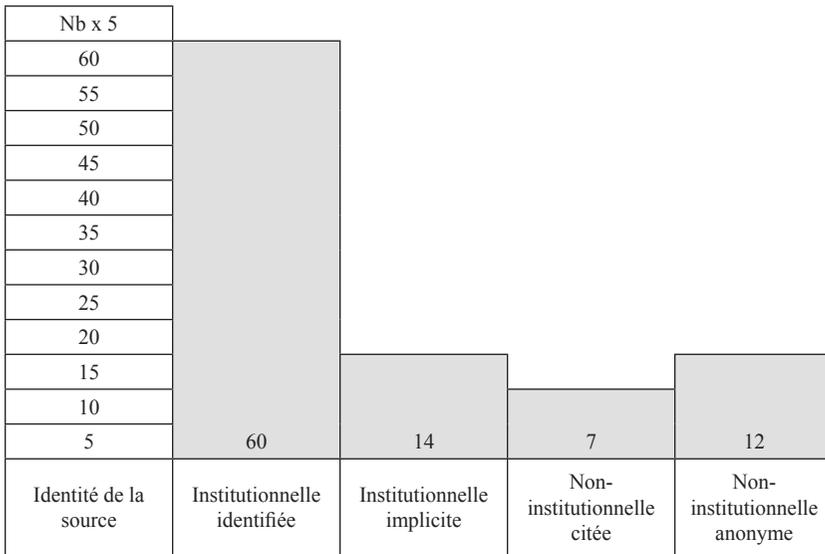
Les nanotechnologies n’ont donc pas laissé le journal indifférent. Elles ont fréquemment provoqué l’adhésion dans ses colonnes, lorsqu’une marque énonciative est apparue, quelle qu’en ait été la forme (expressive, suggestive ou allusive), elle s’est présentée à 75% en faveur des nanotechnologies.

Toutefois, conformément au déclaratif des journalistes relevé plus haut, le journal s’est ouvert à l’expression critique (18% des formulations indicielles négatives). Il ne s’agissait souvent que de faire exister publiquement l’opposition, sans pour autant la cautionner (parfois même en faisant état d’une certaine distance), dans le cadre d’une conception équilibrée du débat et du rôle de médiation attribué à la presse. Cette expression critique a, de fait, surtout existé lorsque sa manifestation était déjà assurée d’une visibilité publique à l’initiative de l’opposant. Les journalistes ont ainsi estimé avoir développé une relation réciproquement respectueuse avec les opposants, lesquels n’ont pas recherché à travers sa médiation un relais de conviction mais une visibilité dont ils ont semblé se contenter. De ce fait, cette dimension polémique à l’encontre des nanotechnologies s’est éteinte dans les colonnes du journal, dès que l’acteur critique a perdu de son initiative.

Il était cependant arrivé que le journal s'engageât éditorialement, (il s'agissait alors essentiellement de références appuyées au principe de précaution contre l'opacité administrative, ou de rappel en faveur d'un vrai débat public).

L'engagement positif peut aussi avoir été lié à la nature des sources relatives aux nanotechnologies, traditionnellement institutionnelles. Le journal local est effectivement resté dans un mode de *référence institutionnelle* (64,50% de ses sources se présentent, implicitement ou explicitement, comme relevant de représentants des autorités politiques, scientifiques, institutionnelles). Il faut cependant noter l'effort de donner de la visibilité à des sources moins convenues, malgré une difficulté : la volonté affichée de certaines forces d'opposition de rester dans l'anonymat.

Tableau n°4 : Nature des sources relatives aux enjeux des nanotechnologies



Les illustrations ont été relativement nombreuses (31 pour 50 articles référencés). Elles ont généralement été légendées.

Tableau n°5 : Nature des illustrations relatives aux enjeux des nanotechnologies

Nb x 2						
14						
12						
10						
8						
6						
3						
4						
2				14	9	7
Nature de l'illustration				Valeur indicielle	Valeur iconique	Valeur symbolique

La *valeur indicielle* s'est révélée élevée, correspondant à la représentation d'un bâtiment ou d'un personnage officiel dont il s'agissait d'assurer l'identification, puis la reconnaissance. Alors, la légende a rempli le plus souvent une fonction référentielle (centrée sur le contenu de l'intervention de la personnalité), ou phatique (permettre de lui donner une consistance). La *valeur iconographique* a également été élevée, car le terrain des nanotechnologies ne se prête pas facilement à illustration (par définition difficile à percevoir à l'œil nu). La *valeur symbolique* s'est enfin montrée élevée à son tour, ce qui *a priori* pourrait surprendre, s'agissant de porter un discours relatif à un domaine scientifique par définition cartésien, mais dont l'explication a été fournie par la dimension fortement incitative et expressive de certaines des légendes liées à ce type d'illustration : *la blouse blanche* (symbole du caractère sérieux de l'imaginaire porté par la légende) ; *l'expérience mystérieuse* (symbole de la puissance de l'union des acteurs) ; *le bâtiment impressionnant* (symbole du potentiel de découvertes libéré par le projet) ; *la banderole illisible* (symbole d'une opposition spontanée), etc.

Ce premier débroussaillage effectué, une nouvelle lecture du corpus a été organisée, de nature plus sémio-descriptive. Au risque de reprendre certaines des conclusions déjà énoncées, l'hypothèse nous est apparue pertinente, déjà émise et vérifiée par Sylvie Catellin s'agissant de l'analyse des articles du *Monde* consacrés aux nanotechnologies : des liens profonds existeraient entre l'imaginaire scientifique et technique propre aux nanotechnologies et certaines tendances de la technoculture science-fiction⁹⁹.

Il peut paraître délicat de proposer la référence pour une analyse comparée, s'agissant de périodes de temps différentes : les années 2000 à 2004 pour l'analyse du *Monde* et sa mise en contexte ; l'année 2006 pour le *Dauphiné Libéré*. Nous avons cependant formulé l'hypothèse selon laquelle, précisément, ce décalage autorise la comparaison, sans doute parce que l'exercice du métier de journaliste en presse quotidienne régionale est moins guidée par la conscience d'une mémoire conceptuelle, comme elle peut l'être entraînée dans le journal de référence qu'est *Le Monde* et que, ne profitant pas de l'expérimentation de ses confrères parisiens par conséquent, le *Dauphiné Libéré* pouvait présenter un cheminement identique dans ses inflexions, à quelques années de distance. Nous avons effectivement identifié cinq étapes dans la progression du traitement développé par le *Dauphiné Libéré*, correspondant précisément à la chronologie déjà repérée dans les études antérieures.

La promesse du merveilleux

Sylvie Catellin l'a rappelé : dès 1986, un certain discours scientifique, porté notamment par un chercheur comme Éric Drexler, a entrepris de développer une vision ambitieuse et futuriste des nanotechnologies, prophétisant des bouleversements inéluctables¹⁰⁰. Le propos lui a valu une réaction très critique de certains collègues. Mais bien que l'auteur ait ensuite tenté de se dégager des associations avec la science-fiction, perçues par ses pairs comme scientifiquement disqualifiantes, son texte fondateur a influencé à son tour nombre d'écrivains à la fin des années 1980. Sur cette base, Sylvie Catellin a repéré dans les premiers articles du *Monde* (1992) une série de co-occurrences sur le mode du merveilleux entre « nanotechnologies » et « science-fiction ».

Il s'agissait, disait-on, d'imiter les machines du vivant, « *même si ce scénario est un rêve de science-fiction* », associée ici à une valeur positive, « *au merveilleux de la science* ». À partir de notre propre analyse, les mêmes projections utopiques, soutenues par les mêmes références au merveilleux, se sont retrouvées dans la plupart des articles du *Dauphiné Libéré*, de janvier 2006 à juin 2006. L'univers, dont le récit historique dans le quotidien régional commence par « *Il était une fois...* », a été celui du conte de fées, avec ses Mélusines et autres fées et chevaliers, capables d'adouber le jeune chercheur. Les promesses présentées étaient alors irréductibles – d'autant que les résultats déjà acquis l'ont été « *à partir de rien* » – et sur tous les plans : cognitif (la recherche s'en retrouve irradiée) ; médical (chacun peut y trouver un avantage direct) ; économique, industriel et social (des emplois sont créés) ; humanitaire

(l'investissement doit profiter en Afrique) ; écologique (les énergies nouvelles s'y retrouvent promues) ; militaire (la sécurité sera renforcée, contre le terrorisme). Le rêve semblait alors se conjuguer au-delà de l'imaginaire même de l'homme. Il concernait aussi bien l'industriel que le citoyen. C'est sans doute pourquoi le journal a alors usé et abusé de la référence métaphorique au monde du conte de fée, les projections ainsi mobilisées palliant la complexité d'explications scientifiques absconses occultées.

Dans ces premiers articles, le discours métalinguistique porté par le *Dauphiné Libéré* a même pu se construire comme prohibitif : discuter la proposition constituait une aberration, qui risque de pénaliser le développement de la cité, de la région, du pays, de l'Europe comme en témoigne la frilosité passée des acteurs locaux et régionaux à l'égard des biotechnologies. Y investir représentait une chance, comme en témoigne cette fois l'exemple réussi du numérique, toujours au même niveau territorial. L'injonction explique aussi le discours incitatif : il faut s'unir pour réussir ce pari. La synecdoque est alors rapide : tout le monde partage cet avis. Les seules questions sont à cet instant du côté des usages, qu'il convient d'apprivoiser rapidement, pour que les applications industrielles montrent tout leur potentiel de bien-être, de confort, de sécurité, de facilité et d'efficacité... Seule réserve légère, pendant cette période, le journal a déjà timidement fait état du besoin de plus grande transparence de la part des décideurs sur le terrain des nanotechnologies, tandis que les premières réunions de *Vivagora* se sont organisées en vue de préparer le cycle de débats publics.

L'inauguration de *Minatec*, avec l'explosion soudaine d'une contestation publique sauvage, a ensuite ouvert une nouvelle période dans le traitement du *Dauphiné Libéré*, une fois encore conforme à l'évolution chronologique des discours repérée par Sylvie Catellin, nonobstant le décalage de temps dans la prise de conscience.

L'affrontement des scénarios fictionnels, entre rêve et cauchemar

Sylvie Catellin nous rappelle que la critique contre Éric Drexler a explosé dans l'arène médiatique au sein d'une avant-garde éclairée dès le mois d'avril 2000, avec la production d'un article de Billy Joy, alarmiste, sur les risques que le développement des nanotechnologies ferait courir à l'humanité¹⁰¹. L'avertissement a semé l'inquiétude et libéré parallèlement trois types de discours, concurrents du premier discours enchanteur qui, malgré tout, refusait d'interrompre sa logorrhée fantasmatique. Un discours cartésien a proposé d'écarter toute référence à la science-

fiction pour mieux évaluer risques et avantages. Un discours prophétique entendait alors se limiter à des projections rigoureuses. Un discours a de nouveau pris la voie de la *fictionnalisation*, mais le scénario cette fois catastrophique a emprunté à l'image symbolique de l'autoréplication de robots destructeurs avec, sous-jacents, les thèmes suivants : la dépendance et la perte d'humanité ; la prolifération incontrôlée et les risques croissants pour l'humain et l'environnement ; la fuite en avant pour le profit maximum de quelques intérêt privés ; l'oligarchisation d'une société de contrôle exponentiel de l'individu. *Le Monde* a observé la coupure épistémologique, se prévalant essentiellement du premier discours cartésien, pour désormais distinguer la « science réelle » de la science-fiction. Mais il n'a pu pour autant prévenir totalement la référence à la science-fiction dans des acceptions contradictoires (genre littéraire, chimère, ingénierie exploratoire).

Cinq mois après ses premiers articles dithyrambiques, *Le Dauphiné Libéré* a alors accueilli pour la première fois le discours critique provoqué au sein de l'espace public grenoblois par l'ouverture de *Minattec*. Le journal en a répercuté le prophétisme maléfique, sans pour autant l'intégrer : il faut l'accueillir et même le promouvoir, s'il sait rester respectueux, car il relève d'un droit citoyen. Cependant, le discours d'information médiatique a en parallèle accueilli une projection heureuse liée aux nanotechnologies, plus structurée à partir des résultats scientifiques déjà acquis. Car c'est une science responsable, maîtrisée, humaine, qui a séduit alors le journal. Dans ce cadre, la référence à la science-fiction a encore été assumée, liée à la dynamique présente et aux projections raisonnables qu'elle autorise à court terme. Mais la métaphore féerique a laissé place à la métaphore sportive : l'exploit est à portée de main, pour des compétiteurs de niveau mondial, unis, extrêmement entraînés, habiles gestionnaires, mobilisés autour d'objectifs précis, jouables, définis dans le court terme.

Ce mois de mai 2006 n'a pas épuisé les injonctions de toute nature des acteurs sociaux, vis-à-vis des nanotechnologies. Une troisième étape de traitement journalistique s'est alors présentée, quand l'espace public s'est empli des options contradictoires, une fois de plus identique à celle observée par *Le Monde*, quelques années auparavant.

La confusion des discours, frein aux prophétismes de toute nature et facteur d'appel au débat participatif

L'accueil au travail de Billy Joy a divisé la communauté scientifique. Les uns le soutenant pour avoir tordu le cou (sic) à certains fantasmes ; les autres (Bruno Latour) lui reprochant d'avoir cédé dans sa prophétie

cauchemardesque à une projection de même nature fantasmatique. *Le Monde* a alors publié le texte catastrophe de Billy Joy et, dans le même temps, pris acte de l'opposition radicale entre les belligérants. Le journal a alors laissé la polémique aux chercheurs, dont il a volontiers accueilli les articles engagés, ses journalistes ne prenant pas position, quant à eux.

À quelques années de distance, mais de manière beaucoup plus rapide dans la mutation discursive, *Le Dauphiné Libéré* a agi de même. Son discours est même devenu performatif, à la fois appelant les acteurs sociaux au débat contradictoire et l'engageant de sa propre initiative dans ses colonnes : s'y sont alors côtoyés, d'un côté, les militants de l'apocalypse dont les outrances ont conduit à interroger la notion de progrès de manière moins linéaire ; de l'autre, les promoteurs avertis d'une innovation proche et exponentielle. À cet instant, le journal a tenté de freiner les délires, espérant alors que le bon sens surgirait, sans définir plus avant ce « *bon sens*¹⁰² », ni les conditions magiques de ce surgissement espéré. Parfois, certains engagements de ses journalistes se sont encore abandonnés au discours enchanteur, mais le discours n'a plus été surplombant et s'est abstenu de toute suffisance dont le résultat aurait conduit à discréditer l'opposition aux nanotechnologies : les arguments de celle-ci pouvaient être éclairés et crédibles. Cette compréhension a même conduit *Le Dauphiné Libéré* à parfois adopter le vocabulaire des opposants, désignant les « *nécro technologies*¹⁰³ ».

L'approche de l'été a ensuite vu le journal rechercher les repères rationnels de la science, que la contestation a désormais obligé à accompagner plus fortement d'une réflexion éthique.

L'encadrement du discours prophétique par l'éthique

Prolongeant son parcours historique, Sylvie Catellin a repéré qu'une nouvelle phase s'est ouverte lorsque des chercheurs (Ray Kurzweil, Hugo de Garis, Hans Moravec, Kevin Warwick) se sont fait qualifier, à leur grande surprise, de *techno prophètes*, à partir du moment où luttant contre les conséquences du catastrophisme de certains, ils se sont évertués à rejeter tout ostracisme qui pénaliserait le développement technologique, scientifique et économique : la technologie a toujours été une arme à double tranchant. L'important étant alors de se doter d'une réflexion suffisante pour défendre des valeurs et références éthiques. *Le Monde* a alors accueilli tout autant des experts dessinant les applications à court terme et des *techno prophètes* se fondant sur les lois de la prospective et développant un discours de science-fiction pour reprendre l'argument du progrès salvateur, à condition d'être encadré par des dispositifs de surveillance.

En période culminante de la critique anti-nanotechnologies, *Le Dauphiné Libéré* n'a plus poussé cette porte de la science-fiction, mais plutôt celle des sciences humaines et sociales, pour ouvrir le discours des sciences exactes sur le terrain du débat public. À cet instant, le discours lénifiant des autorités, quelles qu'elles soient, a continué à être recueilli, mais davantage dans sa dimension factuelle, plutôt que lyrique. Le journal n'a probablement pas souhaité jeter le bébé avec l'eau du bain : il a distingué ainsi le progrès scientifique, auquel il appelle, des usages qu'en fait l'homme, qui peuvent être redoutables. La réclamation du journal a cependant paru être teintée d'agacement, face à un retard chronique du pays sur ce terrain du débat public. L'annonce officielle du cycle organisé par *Vivagora* a amorcé la dernière phase du traitement médiatique par *Le Dauphiné Libéré*.

Une critique effacée par l'annonce et le déroulement du débat public annoncé

Ce qui aura manqué à Bill Joy pour alerter les consciences, c'est une clé pour comprendre à quoi pourrait ressembler l'avenir. Sylvie Catellin a montré comment *Le Monde* s'est alors institué promoteur du débat contradictoire entre, d'une part, vigilance critique (avec la prise de conscience des problèmes éthiques, des risques sanitaires et sociaux soulevés par les biotechnologies) et, d'autre part, techno-prophétisme (visant à réinscrire la science-fiction dans le domaine du réalisé). Le développement technologique peut tout à la fois réjouir, laisser sceptique, ou faire frémir, à partir d'indices désormais concrets.

À partir du moment où l'actualité chaude de l'inauguration de Minatec a été terminée en juin 2006, le débat public lancé en septembre, et les premiers bilans disponibles fin 2007-début 2007, *Le Dauphiné Libéré* n'a plus laissé paraître d'atermoiements. Est-ce parce qu'il a constaté l'essoufflement de l'opposition aux nanotechnologies sur la place grenobloise ? Est-ce parce qu'il a vu désormais une dimension plus humaine dans l'exploitation des nanotechnologies, mieux contrôlée, plus concrète, plus palpable et déjà profitable à la cité qu'auparavant ? Quoi qu'il en soit, le journal a accueilli à partir de là un discours à nouveau favorable au développement des nanotechnologies, pratiquement débarrassé du lyrisme fantasmatique des débuts. Le positionnement est désormais allé de pair avec celui de la mise en place de dispositifs permanents de débats publics, dont les modalités ne lui ont pas toujours paru suffisantes, pas plus que celles d'une institutionnalisation de l'information avec la création d'un observatoire. La confiance, que le journal estime aujourd'hui nécessaire de rétablir en faveur de l'industriel

et du scientifique, a été estimée à ce prix. Début 2007 par contre, les nanotechnologies ont été intégrées dans la cité grenobloise comme un fait désormais établi pour *Le Dauphiné Libéré*.

Conclusion

Ainsi, traitant des nanotechnologies à la faveur d'un dispositif de débats publics, *Le Dauphiné Libéré* a entrouvert la porte de la *complexité*, avec ce qu'il lui convient de garder de mystère et d'ésotérisme dans le discours, conduisant ainsi à renforcer l'autorité de celui-ci. Latent, le discours a d'abord été conforme au discours dominant du 19^e siècle : « *Faites-nous confiance, vous ne pouvez pas comprendre, mais les scientifiques sont là, qui veillent sur nous*¹⁰⁴. »

Le journaliste a alors défini sa légitimité sociale, moins dans sa compétence à expliquer véritablement, mais dans son enthousiasme à faire rêver. Progressivement, le discours s'est fait plus empirique, le rédacteur s'est positionné en tant qu'acteur du développement local, n'hésitant pas à soutenir les projets qui lui paraissaient de nature à répondre à l'intérêt collectif. La légitimité du journaliste s'est alors exprimée en donnant sens et envie d'un futur encore vague, mais dont le lecteur est susceptible de bénéficier.

Le journal s'est bientôt fait plus prudent, au fur et à mesure que l'espace public grenoblois s'est ouvert à la métaphore de la *boîte de Pandore*. La légitimité sociale du journaliste s'est ainsi déplacée à expliquer, dans les limites de sa propre compréhension, ce qui est immédiatement et pragmatiquement prévisible sur le terrain de l'innovation technologique, appliquée à la vie quotidienne du citoyen. Lorsque la critique a été plus appuyée, le journal a bientôt assumé un rôle de promoteur social, en faveur d'un débat public sur un terrain sensible et controversé ; et d'acteur de la visibilité de la diversité des discours sociaux, notamment ceux qui se sont retrouvés marginalisés dans des communications publiques trop convenues.

La légitimité sociale du journaliste s'est ainsi dessinée en tant que gardien du débat public. Et lorsque cette critique publique s'est affaiblie, le journaliste s'est enfin positionné en tant que soutien des autres acteurs sociaux, leur demandant en échange de le considérer comme acteur nécessaire et d'éviter toute institutionnalisation de l'information. Sa légitimité sociale s'est alors exprimée en tant qu'évaluateur du développement local.

Représentation médiatique des nanotechnologies	Rapport du journaliste à l'interlocuteur scientifique	Légitimité sociale du journaliste
La promesse du merveilleux	Relation asymétrique basse, en position de soumission	Fournisseur de rêve
Une opportunité à saisir	Relation asymétrique basse, en position de laudateur	Caution méliorative
Une menace potentielle	Relation symétrique, en position d'interpellation	Animateur d'inventaire
Une innovation prématurément décidée	Relation asymétrique surplombante, en position d'exigence	Avocat en faveur du débat
Une source de débordements critiques	Relation symétrique, en position de médiateur	Organisateur de la visibilité des options
Une réinscription environnementale	Relation asymétrique surplombante, en position d'évaluateur	Traducteur des applications locales

L'analyse des discours produits en locale avec l'ouverture de débats publics liés aux nanotechnologies à Grenoble révèle donc bien cette caractéristique d'une production d'information médiatique autrement pluridimensionnelle que les énoncés discursifs originels qui l'ont provoquée, que ces derniers aient été politiques ou scientifiques. Pratiquée tout au long de l'année 2006 sur l'ensemble de la couverture développée par *Le Dauphiné Libéré*, l'observation pointe toute une série d'interventions particulières, les *péri-récits*, lesquels constituent autant de ruptures et de décalages vis-à-vis des configurations traditionnelles du discours institutionnel, dont ils enrichissent le sens¹⁰⁵ et ouvrent à d'autres dimensions que les seuls registres de la rationalité¹⁰⁶.

Ouvrant la voie à d'autres possibles, le *péri-récit* journalistique peut ainsi se positionner tantôt aligné, tantôt éloigné, voire critique vis-à-vis de l'orthodoxie, y compris en province, traditionnellement considérée comme conservatrice. Mais en disputant la mono-crédibilité technoscientifique, ce journalisme travaille aussi à renforcer sa propre légitimité sociale. Le constat a déjà été établi de manière générale, relatif

à l'écriture journalistique : séquence indispensable de ce que Frédéric Antoine nomme « *créativité dans un univers monotone*¹⁰⁷ », le péri-récit médiatique aère l'énoncé scientifique. Il peut même atteindre « *le stade de l'infra récit, générateur d'un autre rapport au monde, et donc d'un autre fondement du rapport [à la science] dans notre société*¹⁰⁸ ». En particulier au moment des crises technologiques, les médias peuvent se présenter comme les indicateurs critiques des enjeux de pouvoir : « ... ils sont à la fois le lieu de la confrontation des pouvoirs en représentation et celui, privilégié, de l'interpellation du politique sur le progrès de la science, de la technologie, de son utilisation¹⁰⁹ ».

Manque encore à l'étude la prise en compte des conditions de production de l'information locale au sein de l'organisation médiatique, seulement esquissée pour *Le Dauphiné Libéré* par le déclaratif de ceux de ses rédacteurs ayant accepté le jeu de l'interview dans le cadre de ce premier travail de recherche. La question n'est pas oiseuse. Les industries de presse en France sont aujourd'hui confrontées à des enjeux menaçants : manque de capitaux propres, essoufflement des recettes traditionnelles, exigence croissante en faveur de l'information interactive, concurrence de producteurs d'information multiples et à moindre coût pour le destinataire à l'heure de la révolution numérique, sachant enfin que les évolutions sont, sur ce terrain, loin d'être achevées dès lors que sera exploité l'*e-paper* (papier électronique¹¹⁰). Dans ce contexte, la question de la diversité culturelle – au sens de pluralisme de l'information et d'éditorialisation des traitements journalistiques – est posée avec acuité, à la lumière des réponses de l'organisation médiatique : concentration des titres, financiarisation, redéfinition des légitimités et hiérarchies corporatistes internes autour du marketing et du contrôle de gestion, investissement aléatoire dans le multimédia et le gratuit, etc.

L'intégration récente du *Dauphiné Libéré* au sein du nouveau groupe *Ebra* suppose redéfinir l'observation à partir de ces derniers éléments, sachant que les réponses des analystes sont partagées. D'un côté, ceux qui n'estiment pas antinomique la concentration de la presse avec l'engagement éditorial et le pluralisme de l'information¹¹¹. De l'autre, ceux qui traînent à confondre pluralisme de l'information et multiplicité des publications, surtout si ces dernières sont éditées par un même groupe et si, alors, leur ligne éditoriale est définie à un niveau de décision transversal au groupe (direction de pôle, régie publicitaire commune, service d'étude commun, etc.¹¹²).

À ce niveau de l'observation, force est de reconnaître que l'analyse des jeux d'acteurs, dans le cadre des débats liés aux nanotechnologies pendant toute l'année 2006 au sein du pôle de compétitivité mondiale

que constitue Grenoble confirme la nécessité de dépasser un certain « maniérisme comparatif », pour considérer chaque espace de manière strictement circonscrite et impérativement circonstanciée¹³. Ainsi, la recherche peut-elle opportunément se prévenir du risque d'alignement sur les modèles de la délibération au sein d'espaces intégrés à la sphère du pouvoir et fortement régulés.

Par ailleurs, la question du débat public ne peut être étudiée de manière décontextualisée, réduite à l'analyse sémio-discursive des paroles et discours libérés au sein du débat institutionnalisé. Sans que pour autant l'analyse sacrifie à un quelconque « déterminisme du dispositif », la seule mise en œuvre de ce dernier provoque les rapports de force momentanément établis au sein de l'espace public autonome et mobilise ensuite des stratégies de (re)conquête ou de *statu quo* entre acteurs sociaux, parmi lesquels précisément les journalistes, au sein de ce qu'il convient désormais de qualifier de *dynamique du dedans comme du dehors* ■

Notes

1. Cf. Marie-Gabrielle Surraud (2007), *Concertation, délibération. Une approche par et pour les sciences de la communication*, mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Gresec, Université Stendhal, Grenoble 3, décembre.
2. En dépit du fait que la médiatisation s'effectue entièrement dans le cadre de la sphère marchande, le JT d'une chaîne de télévision n'en constitue pas moins un des acteurs importants de débat au sein d'un espace public (cf. Bernard Miège [2007] *La société conquise par la communication. T. III : Les TIC, entre innovation technique et ancrage social*, Grenoble, PUG, coll. « Communication, médias, Société », p.130).
3. Érik Neveu invite ainsi à considérer le rôle social des médias dans une logique d'interdépendance et de réseaux d'acteurs (cf. Erik Neveu [1999], « L'approche constructiviste des problèmes publics », *Études de communication* [«La médiatisation des problèmes publics»], n°22, décembre, p.53).
4. Bernard Delforce et Jean Noyer jugent que les représentations du discours d'information médiatique traduisent tout autant l'idéologie particulière du journaliste, la ligne éditoriale du support de presse, les rapports de force au sein même de l'organisation médiatique, que les discours sociaux disponibles susceptibles d'autoriser l'information médiatique à donner sens dans des versions socialement acceptables (cf. Delforce Bernard & Jacques Noyer [1999], « Constructivisme et discursivité sociale », *Études de communication* [«La médiatisation des problèmes publics»], n°22, décembre, pp.21 et ss.).
5. Les données empiriques sur lesquelles s'appuie l'auteur sont tirées d'un projet de recherche collectif au sein du Gresec, financé par la région Rhône-Alpes, dans le cadre de ce cluster 14.
6. Cf. Jürgen Habermas (1978), *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension de la société bourgeoise*, Paris, Payot.

7. Cf. Serge Vallemont (2001), *Le débat public : une réforme dans l'État*, Paris, LGDJ.
8. Cf. *Démocratie locale et maîtrise sociale des nanotechnologies. Les publics grenoblois peuvent-ils participer aux choix scientifiques et techniques ?* (2005), Rapport final pour la Métro, octobre, p.44.
9. Certains auteurs observent ainsi que malgré le bénéfice des atouts de la modernité dont elles peuvent logiquement se prévaloir et la pression d'un discours techno déterministe dominant, les nanotechnologies, comme les biotechnologies, sont plus facilement mises en cause que d'autres technologies (les technologies de l'information par exemple) à cause de l'exigence éthique que provoque leur développement (cf. Bernard Miège [2007], *La société conquise...*, T. III, p.22).
10. Cf. intervention de Dominique Boullier (2003), dans Claude Saunier (rapporteur), « L'évolution du secteur des semi-conducteurs et ses liens avec les micro et les nanotechnologies », Actes du colloque *Microélectronique et nanotechnologies : une chance à saisir*, Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, n°769, p.81.
11. Cf. Stephan Bratosin (2006), « Les nanotechnologies en Roumanie : de la forme symbolique à la logique de désymbolisation », *Quaderni*, n°61, automne, p.63.
12. Cf. *Le Canard Enchaîné* (15 juin 2005) ; *Le Monde* (8 et 16 juin 2005).
13. Cf. Jacques Ellul (1998), *Le bluff technologique*, Paris, Hachette (coll. « La force des idées »).
14. Cf. Bernard Miège (2005), *La pensée communicationnelle*, Grenoble, PUG.
15. Cf. Bernard Miège (2007), *La société conquise...*, T. III..., pp.158 et ss.
16. Cf. note d'information Grenoble-Alpes Métropole ENVECO 06NT071 (30 mars 2006), p.3.
17. Cf. Dominique Wolton (2000), « Le local, la petite madeleine de la démocratie », *Hermès*, « <http://www.democratielocale.fr> », n°26-27, pp.89-97.
18. Cf. Éric Maigret (2000), « La démocratie locale entre idéologies, identités et pratiques », *Hermès*, n°26-27, « <http://www.democratielocale.fr> », pp.99-100.
19. Cf. Ernst Friedrich Schumacher, E. F. (1999), *Small Is Beautiful: Economics As If People Mattered : 25 Years Later...With Commentaries*, Hartley & Marks Publishers & Gary Levy (1979), « *Small is Beautiful : Une société à la mesure de l'homme* », *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, vol.12, n°1, mars, pp.173-174.
20. Dans les sociétés contemporaines occidentales, le maître mot définissant les conditions de l'individuation et de l'autonomie individuelle n'est plus celui d'*intégration*, mais celui de *réflexivité*, entendue à la suite de Giddens comme « la capacité à s'appuyer sur des ressources personnelles, identitaires et stratégiques, pour trouver sa place dans la vie sociale » (cf. Angelina Peralva [2001], « Jeunesse pauvre et construction identitaire », dans Michel Wieviorka & Jocelyne Ohana (dir.), *La différence culturelle. Une reformulation des débats*, Actes du colloque de Cerisy, Balland, pp.129-139.
21. Pierre Le Guerne & Pierre Leroux (2000), « Les limites de l'espace public médiatisé : l'exemple d'une télévision locale », *Hermès*, « <http://www.democratielocale.fr> », pp.159-173.

22. Cf. l'intervention de Christoph Blocher (2005), conseiller fédéral suisse lors de la remise du prix du meilleur journaliste local 2005 du journal *Berner Zeitung* et du Prix Espace Media Swiss Press Photo 2005, le 2 décembre.
23. *Ibid.*
24. Cf. le document de présentation, édité par Vivagora, le 6 septembre 2006 : se reporter au site « http://www.vivagora.org/imprimer.php3?id_article=88 ».
25. Cf. l'intervention de Laurent Chicoineau, directeur du CCSTI lors du premier atelier de préparation du dispositif, le 4 avril 2006.
26. Cf. Bertrand Cabedoche (2004), « Historicité, didacticité et scientificité du discours d'information médiatique. La construction du récit commémoratif dans la presse magazine », *Les Cahiers du journalisme*, n°13, printemps, pp.40-79.
27. Cf. entretiens avec X., journaliste spécialisé en poste au *Dauphiné Libéré*, interrogé les 10 et 27 avril 2007.
28. Cf. X, journaliste expert du *Dauphiné Libéré*.
29. Cf. entretiens avec Y. et Z., journalistes responsables d'agences locales au *Dauphiné Libéré*, interrogés les 26 mars et 5 décembre 2007.
30. Cf. Loïc Blondiaux (2000), « La démocratie par le bas. Prise de parole et délibération dans les conseils de quartier du 20^e arrondissement de Paris », *Hermès*, « <http://www.démocratilocale.fr> », n°26-27, pp.323-338.
31. Cf. Suzanne de Cheveigné (1997), « La science médiatisée : le discours des publics », *Hermès* («*Sciences et médias*»), n°21, p.98.
32. C'est d'ailleurs ce constat qui avait été à l'origine de la constitution de *Vivagora*, autour de journalistes spécialisés (cf. la présentation des principes et rôles devant guider le travail préparatoire des conseillers par la représentante de Vivagora, lors du premier atelier en date du 4 avril 2006).
33. Bertrand Cabedoche (2003), « Le journaliste, acteur disqualifié de la médiation de l'information scientifique et technique ? », dans Claude Lebeuf & Nicolas Pélissier, *Communiquer l'information scientifique. Éthique du journalisme et stratégies des organisations*, Paris, L'Harmattan (coll. « Communication et technologie »), pp.213-250.
34. Cf. Bertrand Cabedoche (2006), « Journalistes, communicants, ingénieurs et chercheurs en sciences humaines : quand l'exigence du débat délibératif pousse à la convergence », Actes du colloque scientifique : *Questionner les pratiques d'information et de communication. Agir professionnel et agir social*, XV^e colloque national de la SFSIC, Bordeaux, 10-11-12-13 mai.
35. Cf. entretiens avec Y et Z., responsables de locales au *Dauphiné Libéré*.
36. Cf. l'intervention d'un des représentants de la presse locale, lors du débat public du 7 novembre 2006.
37. Cf. la réponse faite par M. Laurent Chicoineau, directeur du CCSTI, lors du débat public du 7 novembre 2006.
38. Cf. Isabelle Pailliar (1993), *Les territoires de la communication*, PUG, Grenoble, p.131.
39. Cf. Éric Maigret (2000), « La démocratie locale entre idéologies, identités et pratiques », « <http://www.démocratilocale.fr> », *Hermès*, n°26-27, pp.99-111.

40. Cf. Abraham Moles & Jean-M. Oulif (1967), « Le troisième homme : vulgarisation scientifique et radio », *Diogenes*, n°58.
41. Cf. Suzanne de Cheveigné, *op. cit.*
42. Cf. la présentation des principes par la représentante de *Vivagora*, lors du premier atelier réunissant les conseillers pour la préparation du dispositif, en date du 4 avril 2006.
43. *Ibid.*
44. Un troisième niveau de lecture correspond à la situation de *l'exclu*, malchanceux dans sa scolarité et dans la vie qui vit toute relation pédagogique, y compris venant du journaliste, comme surplombante, révélant sa difficulté à comprendre et réveillant sa souffrance existentielle (cf. Suzanne de Cheveigné, *op. cit.*).
45. Cf. intervention du public lors du débat du 7 novembre 2006.
46. Cf. Edgar Morin (1995), *Une année Sisyphe*, Paris, Seuil ainsi que Edgar Morin & Jean-Louis Le Moigne (1999), *L'intelligence de la complexité*, Paris, L'Harmattan.
47. Cf. Philippe Descamps (1996), « La misère féodale du journalisme de province », *Le Monde Diplomatique*, novembre.
48. Cf. Bertrand Cabedoche (2003), *Ce nucléaire qu'on nous montre. Construire la socialité dans le débat sur les énergies*, Paris, L'Harmattan (coll. « Technologies et communication »), pp.441 et ss.
49. Cf. Bernard Delforce & Jacques Noyer (1999), « Constructivisme et discursivité sociale », *Études de communication* (« La médiatisation des problèmes publics »), n°22, décembre, pp.15-16.
50. Cf. Bertrand Cabedoche (2003), « Le désengagement de l'espace médiatique par les définisseurs primaires », dans *Ce nucléaire...*, pp.62-77.
51. Cf. X, journaliste expert du *Dauphiné Libéré*.
52. *Ibid.*
53. *Ibid.*
54. *Ibid.*
55. Cf. entretiens avec Y. et Z., responsables de locales au *Dauphiné Libéré*.
56. *Ibid.*
57. Bertrand Cabedoche, « Le journaliste, acteur disqualifié... ».
58. Bertrand Cabedoche, *Ce nucléaire...*
59. *Id.* pp.21-135.
60. Cf. entretiens avec Y. et Z., responsables de locale au *Dauphiné Libéré*.
61. L'expression est de Stuart Hall, dans son étude consacrée à la couverture médiatique d'une *panique* liée à la montée de la délinquance en Grande-Bretagne (cf. Stuart Hall (et al.) [1978], *Policing the Crisis Mugging, the state and law and order*, London, MacMillan, pp.58 et ss.).

62. Eliséo Véron parle déjà de *crise de la fidélisation* à la fin du 20^e siècle (cf. Pierre Gonzalès [1996], « Production journalistique et contrat de lecture autour d'un entretien avec Eliséo Véron », *Quaderni* n°29, printemps, p.54).
63. Cf. Marc Tessier & Maxime Baffert (2007), *La presse au défi du numérique*, Rapport au ministre de la culture et de la communication, février.
64. Cf. entretiens avec Y. et Z. du *Dauphiné Libéré*.
65. Cf. Jean Peytard (1984), « Français technique et scientifique à reformuler » et « Problématique de l'altération des discours : reformulation et transcodage », *Langue Française*, n°64, pp.5-27.
66. Cf. X., journaliste spécialisé du *Dauphiné Libéré*.
67. Cf. Gilles Gauthier (2003), « Critique du constructivisme en communication », *Questions de communication*, n°3, pp.185-98 et Gilles Gauthier (2005), « Le constructivisme, un point de vue intenable en journalisme », *Questions de communication*, n°7, pp.121-45.
68. Cf. Roger Bautier (2004), « La politique de l'information plutôt que sa métaphysique », *Questions de communication*, n°5, pp.169-202 et Denis Benoit (2004), « Le constructivisme en communication : une évidence à revisiter », *Questions de communication*, n°5, pp.185-202.
69. Cf. notre synthèse, Bertrand Cabedoche (2006), « Do the Media help us Grasp European Realities ? Philosophical, ethical and methodological questions », in Nico Carpentier, Pille Pruulmann-Vengufeldt, Kaarle Nordenstreng, Maren Hartmann, Peter Vihalemm & Bart Commaerts (ed.), *Researching media, democracy and participation. The intellectual work of the 2006 European media and communication doctoral summer school*, Tallinn, Estonie, octobre, pp.202-216.
70. Cf. Bernard Delforce (1996), « La responsabilité sociale du journalisme : donner du sens », *Les Cahiers du journalisme*, n°2, décembre, pp.16-32 ; Bernard Delforce (2004), « Une approche pertinente du journalisme », *Questions de communication*, n°6, pp.111-133 ; Catherine Kerbrat-Orecchioni (1980), *L'énonciation : de la subjectivité dans le langage*, Paris, A. Colin ; Jean-Louis Le Moigne (2001), « Pourquoi je suis un constructiviste non-repentant », *Revue du MAUISS*, n°17, pp.197-223 ; Roselyne Koren (2004), « Sur la critique du constructivisme en communication », *Questions de communication*, n°5, pp. 203-211 ; Nicolas Péliissier (2004), « Questions de construction. Les non-dits épistémologiques d'une interpellation salutaire », *Questions de communication*, n°6, pp.159-177 ; Isabelle Gavillet (2004), « Pour un usage modéré du constructivisme en sciences de l'information et de la communication », *Questions de communication*, n°6, pp.135-158.
71. Cf. Roger Bautier (2004), « La politique de l'information plutôt que sa métaphysique », *Questions de communication*, n°5, pp.169-202.
72. Cf. *supra*.
73. Cf. Erik Neveu (1999), « L'approche constructiviste des problèmes publics », *Études de communication* (« La médiatisation des problèmes publics »), n°22, décembre, p.53.
74. Cf. la définition de la médiatisation, reprise par Simone Bonnafous (1999), « La médiatisation de la question immigrée », *Études de communication* (« La médiatisation des problèmes publics »), n°22, décembre, p.60.
75. Cf. Bertrand Cabedoche, « Historicité... ».

76. Cf. Patrick Charaudeau (1999), « La médiatisation de l'espace public », *Études de communication* (« La médiatisation des problèmes publics »), n°22, décembre, p.74.
77. Cf. Dominique Wolton (1997), « De la vulgarisation à la communication », *Hermès*, n°21, pp.9-10.
78. Cf. entretiens avec X., journaliste expert du *Dauphiné Libéré*.
79. Cf. entretiens avec Y. et Z. du *Dauphiné Libéré*.
80. Il s'agira finalement de la Chambre de commerce et d'industrie de Grenoble.
81. Cf. intervenant journaliste lors du débat public du 7 novembre 2006.
82. Cf. entretiens avec Y. et Z. du *Dauphiné Libéré*.
83. Cf. intervenant journaliste lors du débat public du 7 novembre 2006.
84. Cf. entretiens avec X., journaliste expert du *Dauphiné Libéré*.
85. *Id.*
86. Cf. Thierry Watine (2003), « Le modèle du «journalisme public» », dans Dominique Wolton (dir.), *Hermès* (« Les journalistes ont-ils encore du pouvoir ? »), n°35, CNRS éditions, pp.231-239.
87. Cf. entretien avec M. Dominique Grand, adjoint au directeur du CEA Grenoble, chargé du développement régional, réalisé le 8 mars 2007.
88. Cf. Cyril Lemieux (2001), « Les formats de l'égalitarisme. Transformations et limites de la figure du journalisme justicier dans la France contemporaine », *Quaderni*, n°45, automne, pp.53-66 et Bertrand Cabedoche, *Ce nucléaire...*, pp. 187 et ss.
89. Cf. entretiens avec Y. et Z. du *Dauphiné Libéré*.
90. Cf. entretiens avec Y. et Z. du *Dauphiné Libéré*.
91. Cf. le colloque *Le journalisme, acteur de société*, organisé par le Centre de recherche de l'École Supérieure de Journalisme de Lille et Thierry Watine (1996), « Une profession en quête d'utilité sociale », *Les Cahiers du journalisme*, n°2, décembre, pp.34 et ss.
92. Cf. entretiens avec Y. et Z. du *Dauphiné Libéré*.
93. Cf. entretiens avec X., journaliste expert du *Dauphiné Libéré*.
94. *Id.*
95. Cf. entretiens avec Y. et Z. du *Dauphiné Libéré*.
96. Cf. entretiens avec X., journaliste expert du *Dauphiné Libéré*.
97. Cf. document de travail en vue du rapport du *cluster* 14.
98. Les unités d'information qui ont été retenues et traitées consacrent « l'information rémanente », au sens entendu par Violette Morin, cad que toute expression accueillie dans le journal a été retenue, que celle-ci témoigne ou non d'un acquiescement du journaliste. Cinquante articles ont ainsi été identifiés et analysés du 1^{er} janvier 2006 à fin janvier 2007. Ces articles consacrent indistinctement des reportages, brèves, interviews, communiqués, etc. Il n'est pas fait état de leur localisation, ni de leur occupation d'espace. Le critère de leur sélection est la référence aux nanotechnologies, quelles qu'en soient l'importance et la relation avec l'actualité des débats organisés par *Vivagora*.

99. Cf. Sylvie Catellin (2006), « Le recours à la science-fiction dans le débat public sur les nanotechnologies : anticipation et prospective », *Quaderni*, n°61, automne, pp.13-24.
100. Cf. Eric Drexler (1986), *Engines of creation. The coming Era of Nanotechnology*, New York, Anchor Books, traduit en français sous le titre *Engins de création. L'avènement des technologies*, Paris, Vuibert (coll. « Machinations »).
101. Cf. Billy Joy (2000), « Why the future doesn't need us », *Wired*, avril.
102. Cf. sur la notion de bon sens et de sens commun, la critique ethnologique de Clifford Geertz (2002), *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, Paris, PUF, pp.94-118.
103. Cf. Frédéric Verhaeghe (2006), « Sciences. L'opposition aux nécro technologies à J-2. Un grain de sable dans les nanos », *Le Dauphiné Libéré*, 31 mai.
104. Cf. Bertrand Cabedoche, *Ce nucléaire...*, pp. 99-100 ; Dominique Bourg & Jean-Louis Schlegel (2001), *Parer aux risques de demain. Le principe de précaution*, Paris, Seuil, pp.123-134.
105. Cf. la typologie des genres de péri-récits dans le discours météo des journalistes à la télévision, établie par Frédéric Antoine (1997), « Les péri-récits de la météo radiotélévisée », *Sciences de la société. La médiatisation de l'information scientifique*, n°41, mai, pp.107-124. Et Bertrand Cabedoche, *Ce nucléaire...*, pp.313-440.
106. Marie-Noëlle Sicard nous montre ainsi un bénéfice inattendu lié à la substitution des objets construits à l'énoncé discursif originel : l'angoisse est nommée. Les médias peuvent ainsi créer du lien social, ils protègent ainsi l'opinion « du retour à des modes de pensée archaïques » (cf. Marie-Noëlle Sicard [1999], « Les médias à l'épreuve des crises technologiques », *Communication organisation (« Crise et communication»)*, n°16, 2^e semestre, p.132.
107. Cf. Frédéric Antoine, *op. cit.*, pp.107-124.
108. *Id.*
109. Cf. Marie-Noëlle Sicard, *op. cit.*, p.132.
110. Cf. Roselyne Ringoot & Jean-Michel Utard (2005) (dir.), *Le journalisme en invention - Nouvelles pratiques, nouveaux acteurs*, Rennes, PUR.
111. Cf. Alain Lancelot (2005), *Les problèmes de concentration dans le domaine des médias, Rapport au Premier ministre* ; Jacques Valade (2005), *La concentration des médias en France, une réelle exception culturelle ?*, Actes de la journée thématique organisée au Sénat, le 9 juin ; Marc Tessier & Maxime Baffert (2007), *La presse au défi du numérique, Rapport au Ministre de la culture et de la communication*. Et sur le terrain de la recherche scientifique, cf. Jean Gabszewicz & Nathalie Sonnac (2006), « Concentration des industries de contenu et diversité des préférences », dans Xavier Greffe (dir.), *Création et diversité au miroir des industries culturelles - Actes des journées d'économie de la culture*, Paris, La Documentation française, pp.353-372.
112. Cf. Franck Rébillard (2006), « Du traitement de l'information à son retraitement - La publication de l'information journalistique sur l'Internet », *Réseaux*, n°137, pp.29-68 et, du même auteur (2007), « Innovations et conservatisme dans les groupes de presse magazine. Illustrations par la presse basketball et la presse internet », *Les Cahiers du journalisme*, n°17, été, pp.297-321.
113. Cf. Marie-Gabrielle Suraud, *Concertation, délibération...*

Références bibliographiques

- BLONDIAUX Loïc (2000), « La démocratie par le bas. Prise de parole et délibération dans les conseils de quartier du 20^e arrondissement de Paris », *Hermès*, « <http://www.democratielocale.fr> », n°26-27, pp.323-338.
- CABEDOCHÉ Bertrand (2003), « *Le journaliste, acteur disqualifié de la médiation de l'information scientifique et technique ?* » dans Claude Lebœuf & Nicolas Pélissier, *Communiquer l'information scientifique. Éthique du journalisme et stratégies des organisations*, Paris, L'Harmattan (coll. « Communication et technologie »), pp.213 à 250.
- CABEDOCHÉ Bertrand (2006), « Journalistes, communicants, ingénieurs et chercheurs en sciences humaines : quand l'exigence du débat délibératif pousse à la convergence », Actes du colloque scientifique *Questionner les pratiques d'information et de communication. Agir professionnel et agir social*, XV^e colloque national de la SFSIC, Bordeaux.
- CABEDOCHÉ Bertrand (2006), « Do the Media help us Grasp European Realities ? Philosophical, ethical and methodological questions », in Nico Carpentier, Pille Pruulmann-Vengufeldt, Kaarle Nordenstreng, Maren Hartmann, Peter Vihalemm & Bart Commaerts (ed.), *Researching media, democracy and participation. The intellectual work of the 2006 European media and communication doctoral summer school*, Tallinn, Estonie, pp.202-216.
- CATELLIN Sylvie (2006), « Le recours à la science-fiction dans le débat public sur les nanotechnologies : anticipation et prospective », *Quaderni*, n°61, pp.13-24.
- DE CHEVEIGNÉ Suzanne (1997), « La science médiatisée : le discours des publics », *Hermès* (« Sciences et médias »), n°21, p.98.
- HABERMAS Jürgen (1978), *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension de la société bourgeoise*, Paris, Payot.
- MIÈGE Bernard (2007), *La société conquise par la communication. T. III : Les TIC, entre innovation technique et ancrage social*, Grenoble, PUG (coll. « Communication, médias, Société »).
- RINGOOT Roselyne & Jean-Michel UTARD (dir.) (2005), *Le journalisme en invention - Nouvelles pratiques, nouveaux acteurs*, Rennes, PUR.
- SURAUD Marie-Gabrielle (2007), *Concertation, délibération. Une approche par et pour les sciences de la communication*, mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Gresec, Université Stendhal, Grenoble 3.
- WOLTON Dominique (1997), « De la vulgarisation à la communication », *Hermès*, n°21, pp.9-10.